

Document:-
A/CN.4/433/Add.1

Nomination a des sieges devenu vacant apres election - Additif a la note du Secrétariat

sujet:
Vacance survenant après élection

*Téléchargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/CN.4/433/Add.1
23 mai 1990

Original : FRANCAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Quarante-deuxième session
Genève, 1er mai - 20 juillet 1990

NOMINATION A UN SIEGE DE LA COMMISSION DEVENU VACANT
APRES ELECTION

Note du Secrétariat

Additif

I. CANDIDATURE

La candidature ci-après a été soumise pour le siège devenu vacant par suite du décès du Professeur Paul Reuter (France) le 29 avril 1990.

- Cours professés :
 - . Droit international du développement (licence quatrième année)
 - . Droit pétrolier (licence quatrième année)
 - . Droit international public - cours général (3 semestres, licence troisième et quatrième années).
- A l'Ecole nationale d'administration d'Alger
 - . 1975 à 1977, Professeur.
- Cours professés :
 - . Droit des organisations internationales (section diplomatique)
 - . Droit international public général (sections générale et diplomatique).
- A la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Paris-Nord.
Professeur depuis le 1er janvier 1975 (détaché auprès de l'Université de Constantine jusqu'au 15 septembre 1977).
- 1976-1977 : Cours par missions de courtes durées
 - . Droit international public (cours général) (licence troisième année)
 - . Droit international du développement (licence quatrième année)
 - . Droit institutionnel communautaire (licence quatrième année)
 - . Droit international de l'économie (D.E.A. de droit public et D.E.A. de droit des affaires)
 - . Contentieux administratif international (D.E.A. de droit public)
- Membre du Conseil de l'Université et du Conseil scientifique (1979-1986).
- Directeur du Groupe d'étude et de recherche "Droit international, économie et développement" (GERDIED).
- Délégué aux relations internationales de l'Université (1978-1982).
- Assesseur du doyen (1981-1982).
- Membre du Conseil de faculté (1978-1982 et depuis 1987).
- Depuis 1985, Président de la Commission de spécialité et d'établissement de droit public et de sciences politiques.
- A l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris (IHEI).
Cours : "Droit international, désarmement et développement" (1979-1980).
- A l'Institut d'études politiques de Paris (sciences-Po)
 - . de 1970 à 1975, Directeur d'un séminaire de relations internationales (avec le Professeur M. Marie)

Thèmes traités :

- "Les internationales" (1970-1971)
- "Les firmes multinationales" (1971-1972)
- "Les problèmes de la sécurité européenne" (1972-1973 et 1973-1974)
- "Le pétrole, facteur et enjeu des relations internationales" (1974-1975)
(les travaux de ces séminaires ont été réunis en dossiers).
- . De 1972 à 1975 et de 1977 à 1981, maître de conférences en droit international (section des relations internationales, deuxième et troisième années).
- . Depuis 1980 : Professeur, cours : "Le cadre juridique de la vie économique internationale".
- A l'Université René Descartes (Paris Vème) - Institut des sciences juridiques du développement.
 - . 1978-1985 et 1987-1988 : cours séminaire : "Le financement du développement" (D.E.A.)
 - . 1988-1989 : séminaire : "Le droit international du développement" (maîtrise, certificat de l'ISJD).
- A l'Ecole nationale d'administration (Paris)
Membre du jury du concours d'entrée (1980 : 2ème concours externe, 1981 : 1er concours externe) et du concours de sortie (1982)
Cours de "cadrage" de relations internationales : "Tiers monde et développement - aspects juridiques" (1984-1985).
- A l'Université de Paris X-Nanterre
De 1986 à 1989 : cours : "Droit international du développement" (maîtrise et D.E.A.)
En 1989-1990 : cours : "Les sources du droit international de l'économie et du développement (D.E.A. et maîtrise)
Elu professeur titulaire en 1990.
- A l'Académie de droit international de La Haye
Directeur des séminaires en langue française durant la session de droit international public (1985).

Autres activités

- De 1969 à 1975, collaborateur d'un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (rédaction des pièces de procédure écrite pour les requêtes devant le Conseil d'Etat et les tribunaux administratifs).
- Nombreuses consultations juridiques en droit administratif et en droit international à la demande d'administrations (Ministère des affaires étrangères), d'organismes publics ou para-publics et d'organisations internationales (UNESCO et diverses organisations, Fédération des associations de fonctionnaires internationaux - FICSA, Associations du personnel de plusieurs organisations internationales, Université des Nations Unies) et de sociétés privées.

- 1979-1982, Président de l'Association française pour la recherche et l'étude du désarmement (AFRED).
- Expert gouvernemental au Congrès de l'UNESCO sur l'éducation pour le désarmement (juin 1980). Rapport : "La part du désarmement dans l'enseignement des questions internationales". Consultant sur le même sujet (août 1981).
- Membre du jury du concours de recrutement des élèves-administrateurs de la ville de Paris (1978 et 1979).
- Conseiller du représentant français au Comité d'experts gouvernementaux sur le droit au développement, institué par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1981).
- Consultant au Ministère des relations extérieures (Direction des Nations Unies - "suivi" des négociations multilatérales Nord-Sud, aspects institutionnels et juridiques (1981-1983). Membre de la délégation française à la session ministérielle du GATT (Genève, 1982), à la CNUCED VI (Belgrade, 1983) et à plusieurs sessions du Conseil du commerce et du développement.
- Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (depuis 1983).
- Codirection, avec P. M. Eisemann de la collection "Droit international" aux éditions Economica.

Activités devant la Cour internationale de Justice

- Conseil de la République française dans l'affaire de la demande de réformation du jugement No 273 du Tribunal administratif des Nations Unies (Mortished). (Avis consultatif du 20 juillet 1982 - rédaction des observations écrites.)
- Conseil et avocat du Nicaragua dans les activités militaires et paramilitaires au Nicaragua (première phase : arrêt du 26 novembre 1984 - rédaction d'une partie du mémoire, plaidoirie orale; deuxième phase : arrêt du 27 juin 1986 (idem); troisième phase (réparation) (en cours) et dans les affaires relatives aux actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica - réaction du mémoire - et Nicaragua c. Honduras : première phase, arrêt du 20 décembre 1988; deuxième phase, en cours).
- Conseil et avocat du Burkina Faso dans l'affaire du différend frontalier Burkina-Mali (arrêt du 22 décembre 1986).

Décorations

Chevalier des Palmes académiques (1986)
Etoile d'or de Nahour (Burkina Faso 1987)

Missions à l'étranger

Nombreuses missions à l'Université de Constantine - cours de post-graduation (doctorat) sur le droit des organisations internationales (1977-1978) et sur le droit de la décolonisation (1979-1980), séminaire sur les sociétés transnationales (1981-1982).

A l'Université d'Alger (novembre 1977 - rapport : pour une thèse d'Etat).

Professeur invité à l'Université Thammasat de Bangkok (Thaïlande), dans le cadre d'un programme de l'UNESCO sur les droits de l'homme (janvier 1978)

Conférences en langue anglaise :

- Human Rights and Peace
- The International Law of Human Rights and Domestic Jurisdiction.

Missions d'enseignement à l'Université des Antilles et de la Guyane (Guadeloupe) - 1979 et 1980 : cours en troisième année de licence en droit international du développement et en institutions internationales; 1981 à 1985 : cours en maîtrise : l'organisation économique internationale (mission annuelle d'enseignement); 1984 - 1986 : présidence d'un jury de thèse (Martinique).

Mission d'enseignement à l'Université nationale du Bénin (faculté de droit) - cours en licence : droit international du développement; droit de la mer (juin 1979).

Mission d'enseignement à l'Université Mohamed V de Rabat (Maroc) (faculté de droit)

- Cours en doctorat : "La traduction juridique de l'idéologie du développement" (1981)
- Conférences en troisième et quatrième années (ainsi qu'à la faculté de droit de Fès) sur le droit international du développement (1981) cours en troisième année : "Droit de la mer" (1982).

Missions à l'Université des Nations Unies : 1981 (Tokyo) et 1983 (Le Caire).

Professeur invité au Centre des relations extérieures (Mozambique-Tanzanie) de Dar es-Salaam - Conférence sur divers aspects du nouvel ordre économique international (1982).

Professeur invité à la faculté de droit de Damas, conférences en doctorat : "Aspects du droit international du développement" en français et en anglais (1983).

Conférence à la Warwick University (Coventry - Angleterre) : "Disarmament and Development" (1984).

A la faculté de droit de Casablanca (novembre 1984 - Rapport pour une thèse d'Etat et cours en licence).

Au University College (Faculty of Laws) (Londres) (octobre 1986)
Conférence : "A New International Legal Order ?".

A l'Université de Maurice, cours : Droit international du développement
(licence) (novembre 1989).

Recherches et travaux

Ouvrages

- Droit international public (avec Nguyen Quoc Dinh et Patrick Daillier), (L.G.D.J.), 3ème édition, 1987, 1 189 pages; 2ème édition, 1979, 994 pages; supplément avec mise à jour à la 1ère édition, 1977, 132 pages; 4ème édition en préparation.
- La Charte des Nations Unies (direction avec Jean-Pierre Cot), Economica, 1985, XVI-1 553 pages, préface de J. Perez de Cuellar (prix Lemonon de l'Institut de France, Académie des sciences morales et politiques). Traductions en anglais et en japonais et 2ème édition en cours.
- Le droit international du développement, P.U.F., coll. "Que sais-je ?", No 1731, 2ème édition, 14ème mille, 1987, 128 pages, 1ère édition : 1978, traduction en japonais en 1989.
- Droit international public, Memento Themis, P.U.F., Paris 1981, 154 pages.
- Le cadre juridique de la vie économique internationale, cours polycopié (I.E.P., Paris 1981-1982) - fasc. I : Droit et économie internationale, le droit des relations monétaires internationales, 322 pages; mise à jour 1982-1983; fasc. II : "Le droit des relations commerciales internationales"; fasc. III : "La souveraineté économique de l'Etat", à paraître.
- Les voies de recours ouvertes aux fonctionnaires internationaux, Pédone (extrait de la R.G.D.I.P.), 1982, 202 pages.
- Les forces régionales de maintien de la paix, étude collective sous la direction d'Alain Pellet, F.N.E.D., dossier No 3, 249 pages.
- Répertoire de la jurisprudence des tribunaux administratifs internationaux, établi à la demande de la FICSA, t. II, Le droit procédural, Nations Unies, 1987, 1 304 pages; t. I, Le droit applicable, 1988, 528 pages; et t. III, le droit substantiel, à paraître.

En préparation

- Le droit international du développement social et culturel, édition des Actes de la Table ronde organisée par la faculté de droit de l'Université Paris-Nord et la Fondation de l'Arche, 11-12 mai 1990.
- Les fonctionnaires internationaux, P.U.F. "Que sais-je", à paraître en 1990.
- Droit international du développement, Manuel Masson, Paris, à paraître en 1991.

- Désarmement, à paraître aux éditions Pedone, dans la collection des cours et travaux de l'I.H.E.I en collaboration avec Jean-Pierre Cot.
- L'OCDE, P.U.F, "Que sais-je" - en préparation.
- Droit des organisations internationales, P.U.F, coll. "Droit fondamental" - en préparation.

Articles en droit international

- "Ventures between multinational corporations, local companies and investors, and a Labor Union - Factory Machinery in World Markets" in Wolfgang Friedmann and Jean-Pierre Beguin, Joint International Business Ventures in Developing Countries, Columbia University Press, New York and London, 1971, p. 167 à 184.
- "La succession des organisations internationales et l'indépendance des fonctionnaires internationaux - A propos d'une décision de la Commission de recours du C.I.H.E.A.M. "Annuaire français de droit international", 1972, p. 413 à 421.
- "Le droit international public", dans "Le droit aujourd'hui", ouvrage collectif publié sous la direction de M. le Professeur Rouvier C.P.E.L., 1973, p. 304 à 331.
- "La ratification par la France de la Convention européenne des droits de l'homme", Revue de droit public et de la science politique, 1974, p. 1319 à 1379.
- "La grève dans les services publics internationaux", Revue générale du droit international public, 1975, No 4, p. 932 à 971.
- Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel en date du 15 janvier 1975, déclarant la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse conforme à la Constitution, Gazette du Palais, 14-15 janvier 1976, p. 9.
- "Budgets et programmes aux Nations Unies, quelques tendances récentes", Annuaire français de droit international, 1976, p. 242-282.
- "Restructuration et démocratisation - L'exemple de la CNUCED et de l'ONUDI", rapport au Colloque d'Alger (octobre 1976, O.P.U, Alger, 1977, p. 381 à 409).
- Exercice pratique corrigé "Arrêt fictif de la C.I.J., dans l'affaire de Gibraltar - les difficultés d'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", Revue de l'Etudiant en droit, décembre 1976, p. 74 à 80.
- "L'article 53 de la Constitution de 1958 - Le rôle du Parlement dans la procédure d'entrée en vigueur des traités et accords internationaux", dans La Constitution de 1958 sous la direction de F. Luchaire et G. Conac, Economica, 1979, p. 671 à 709, 2ème édition mise à jour, 1987, p. 1005 à 1038.

- "L'affaire Dumitrescu à l'UNESCO - Note sur l'indépendance des fonctionnaires internationaux" Journal du droit international (Clunet), 1979, No 3, p. 570 à 588.
- "La reconnaissance par la France du droit de requête individuelle devant la Commission européenne des droits de l'homme", rapport au VIIe Colloque de Besançon, 1980, publié à la Revue du droit public et de la science politique, 1981, p. 69 à 103.
- "Les voies de recours ouvertes aux fonctionnaires internationaux; recherche sur quelques problèmes d'actualité - L'exemple de la Commission de recours de l'OCDE", Revue générale du droit international public, 1981, No 2, p. 253 à 312 et No 4, p. 657 à 792.
- "Légitime défense et agression - Le phénomène de libération nationale", 6ème rencontre de Reims, Réalités du droit international contemporain - Discours juridique sur l'agression et réalité internationale, CERI, Reims, 1982, p. 117 à 126.
- "Le bon droit et l'ivraie - Plaidoyer pour l'ivraie (Remarques sur quelques problèmes de méthode en droit international du développement)", Mélanges Charles Chaumont, Pédone, 1984, p. 465 à 493.
- "Le droit au développement : un nouveau droit de l'homme ?" dans La formation des normes en droit international du développement, ouvrage collectif sous la direction de Maurice Flory, C.N.R.S-O.P.U, 1985, p. 71 à 85 (et conclusions du Colloque, p. 368 à 373).
- "The functions of the Right to Development - A right to self-realization", Third World Legal Studies, 1984, p. 129 à 139.
- "Qui a peur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?", Critique socialiste, 1984, p. 89 à 104.
- "La carrière des fonctionnaires internationaux", dans S.F.D.I., Colloque d'Aix-en-Provence, Les agents internationaux, Pédone, 1985, p. 143 à 191.
- "Le sage, le prince et le savant" (A propos de "La politique juridique extérieure" de Guy de Lacharrière), J.D.I., 1985, p. 407 à 414.
- "A new international legal order ? What legal tools for what changes ?", Rapport au Symposium franco-britannique, Aspects du droit international du développement (janvier 1985), in Francis Snyder and Peter Slinn eds, International Law of Development: Comparative Perspectives, Professional Books, Abingdon, 1987, p. 117 à 135.
- "Le glaive et la balance - Remarques sur le rôle de la Cour internationale de Justice en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales", Mélanges Rosenne, Nijhoff, Alphen, 1989, p. 539 à 566.
- "Contre la tyrannie de la ligne droite. Aspects de la formation des normes en droit international de l'économie et du développement", cours à l'Institut de droit international de Thessalonique, 1988, à paraître in Thesaurus Acroasium, vol. XV.

- "La destruction de Troie n'aura pas lieu - Il n'y a qu'un critère de mise en oeuvre du droit de l'occupation de guerre : le respect des droits souverains du peuple soumis à occupation" (Pal. Y.B.I.L., 1987-1988, p. 44 à 84) à paraître également en anglais in International Commission of Jurists-Al-Haq, The Administration of Occupied Territories : The West Bank (Colloque de Jerusalem, 1988).

A paraître

- La mise en oeuvre des normes internationales des droits de l'homme", à paraître in C.E.D.I.N., La France et les droits de l'homme, Montchrestien, Paris, 1990.
- "Droit international et révolution - l'exemple du Cambodge" - Participation à la Table ronde, S.F.D.I., Colloque de Dijon, 1989, à paraître in S.F.D.I., Révolutions et droit international, Pedone, 1990.
- "L'objet et la méthode en droit international - Y a-t-il une 'méthode de Reims' ?", Rapport à la huitième rencontre de Reims, mai 1989, à paraître dans Réalités du droit international contemporain, 8ème rencontre de Reims, CERI, 1990.
- "Examen critique de la notion de droit au développement en droit international", à paraître dans ONU, Centre pour les droits de l'homme, Consultation globale sur la mise en oeuvre du droit au développement en tant que droit de l'homme, 1990.
- "Quelques problèmes institutionnels et juridiques posés par la coopération économique entre pays en développement au sein de la CNUCED", communication au Colloque de Rabat, La coopération Sud-Sud et l'avenir du tiers monde, à paraître dans les travaux de l'I.D.E.I.D.
- Nombreux comptes rendus d'ouvrages et d'articles de revues dans l'Annuaire français de droit international, depuis 1969, le Journal du droit international (Clunet), depuis 1974 et Politique étrangère (depuis 1989).
- Participation à de nombreux congrès et colloques portant sur le droit international public, le droit international du développement et les relations internationales.

Droit administratif - Notes de jurisprudence

- C.E. Sect. 5 mai 1972, Société d'équipement de l'Indre, et C.E., 21 juillet 1972, Société "Entreprise Ossude", J.C.P. (Semaine juridique), 1973, No 17481.
- C.E. Sect. 19 janvier 1973, 1ère espèce, Société d'exploitation électrique de la rivière du Sant : 2ème espèce, Ministre du développement industriel c. Le Vavasseur J.C.P. (Semaine juridique), 1971, No 17629.
- C.E. Ass. 2 novembre 1973, Société librairie Maspéro (Affaire de la Revue "Tricontinental"), Recueil Dalloz, 1974, p. 432.

- C.E. Ass. 18 janvier 1975, Da Silva et C.F.D.T. (Affaire des circulaires Marcellin-Fontanet, relatives à l'immigration en France des travailleurs étrangers), J.C.P. (Semaine juridique), 1976, No 18235 et Revue de l'étudiant en droit, avril 1977.
- C.E. Ass. 13 février 1976, Association de sauvegarde du quartier Notre-Dame à Versailles, Recueil Dalloz, 1977, p. 105.

Sciences politiques

- Une morale de la République - Pierre Mendès France et les institutions politiques, Mémoire I.E.P. 1968, 246 ff.
 - Pierre Mendès France et les événements de mai et juin 1968, Mémoire D.E.S de sciences politiques, 1969, 108-LXXIII ff.
-